



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
28 juin 2019  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

Cinquante-neuvième session

3-28 juin 2019

Point 7 de l'ordre du jour

**Adoption du rapport du Comité sur les travaux  
de sa cinquante-neuvième session**

### Projet de rapport

*Rapporteur* : M. Jun Yamada (Japon)

Additif

### Questions relatives au programme : évaluation

[Point 3b)]

#### **Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation des bureaux de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants**

1. À sa 7<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2019, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'évaluation des bureaux de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants ([E/AC.51/2019/6](#)).
2. Le Sous-Secrétaire général aux services de contrôle interne a présenté le rapport et, avec les représentants du BSCI et des trois bureaux évalués, a répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

#### Débat

3. Remerciant le représentant du BSCI d'avoir présenté le rapport, les délégations ont globalement approuvé les conclusions et recommandations qui y figuraient et ont félicité les trois bureaux pour leur travail. Il a été souligné que, si ces bureaux étaient



de taille réduite, ils avaient de vastes mandats, toutefois bien distincts, et les délégations sont convenues avec le BSCI que tous avaient été efficaces dans leurs domaines respectifs.

4. Plusieurs délégations ont fait référence à la recommandation 5, relative à la nécessité de renforcer la coordination et la coopération entre les bureaux, ainsi que la planification conjointe de leurs travaux. Une délégation a fait observer qu'il était attendu de ces bureaux, en tant qu'entités des Nations Unies, qu'ils travaillent en collaboration et en coordination, et a demandé pourquoi ce n'était pas le cas. Une autre a demandé comment ils communiquaient et se coordonnaient jusqu'alors. Il a également été dit que le renforcement de la coopération et de la coordination et l'établissement de synergies permettraient aux bureaux d'améliorer leurs résultats, et une délégation a ajouté qu'ainsi, ils pourraient être aussi efficaces que possible et utiliser au mieux les ressources restreintes dont ils disposaient pour des activités telles que les voyages. Il a également été avancé qu'il était toujours utile d'insister sur la nécessité d'une coordination constante des activités des Nations Unies sur le terrain.

5. Plusieurs délégations ont confirmé que la coordination entre les bureaux était importante, tout en soulignant qu'ils devaient conserver des mandats distincts. Une délégation a estimé que le rapport était utile et intéressant, mais qu'il était loin d'être parfait et qu'il n'y était pas tenu compte des nuances existant entre les activités des bureaux. Elle s'est toutefois associée aux recommandations formulées et a appelé les problèmes mentionnés dans le rapport.

6. Une délégation a fait référence au paragraphe 40 du rapport, soulignant qu'il importait d'éviter de compromettre la réputation de l'ONU. Plus précisément, il a été exigé qu'une étroite communication soit maintenue concernant les données de suivi contrôlées par le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé et le Bureau de la Représentante spéciale chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. La délégation à l'origine de cette demande a également insisté sur la nécessité de vérifier scrupuleusement les données de suivi, étant donné qu'elles avaient des incidences concrètes sur l'adoption de sanctions et sur d'autres mesures prises par le Conseil de sécurité. À cet égard, elle a souligné l'importance de la coordination entre ces bureaux en matière de partage de données, de suivi et de sensibilisation.

7. Plusieurs délégations ont fait part de leurs vues sur les stratégies de communication des bureaux. L'une d'elles a constaté qu'ils s'appuyaient en grande partie sur les médias classiques et ne se tournaient que lentement vers les médias sociaux. Une autre a souscrit à la recommandation du BSCI concernant l'utilisation plus active des médias sociaux, tout en soulignant la nécessité de respecter le caractère confidentiel de certaines questions. Plusieurs délégations ont fait valoir que les nombres d'abonnés et de mentions « j'aime » ne pouvaient être utilisés comme seuls indicateurs de résultats, car ils ne permettaient pas d'évaluer rigoureusement les activités de communication. Une délégation a souligné que la communication n'était pas une fin en soi, mais un moyen de contribuer à la mise en œuvre concrète des mandats.

8. Une délégation a pris note du récent changement de cap de la réforme du dispositif de paix et de sécurité et a demandé quelle avait été son incidence sur les travaux des bureaux.

9. Une délégation s'est exprimée sur le fait que le BSCI devait tenir compte des observations formulées par les entités évaluées au sujet de sa méthode de travail.

**Conclusions et recommandations**

10. Le Comité s'est dit satisfait du rapport du BSCI sur l'évaluation des bureaux.
  11. Le Comité a pris note avec satisfaction de l'action de sensibilisation menée par les bureaux en vue de promouvoir leurs objectifs et leurs mandats respectifs.
  12. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de faire siennes les recommandations figurant aux paragraphes 56 à 60 du rapport du BSCI sur l'évaluation des bureaux.
-